

Comprendre la guerre dans le Haut-Karabakh

Colle d'Actu du 11/10/23

L'offensive militaire azerbaïdjanaise le 19 septembre 2023 dans le Haut-Karabakh a entraîné la mort de 200 personnes et 400 blessés. En effet, le Haut-Karabakh l'une des régions les plus militarisées au monde a toujours été le théâtre d'un conflit de longue date qui oppose d'un côté l'Arménie et de l'autre l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie. Cette petite enclave qui s'étend sur près de 4 400 km² dans le sud-est du Caucase est le berceau de l'identité arménienne. De fait sa population est composée à 95% d'Arméniens. Néanmoins, elle suscite un réel intérêt pour ses voisins après la Première Guerre mondiale ce qui a favorisé un contexte de guerre pour le contrôle de son territoire. Ainsi, dans quelle mesure le conflit dans le Haut-Karabakh est-il insoluble ?

I) Un conflit larvé depuis des années

Les origines du conflit remontent au début du 20^{ème} siècle. Le Haut-Karabakh bien que très majoritairement peuplé d'Arméniens est rattaché à la république socialiste soviétique d'Azerbaïdjan en 1921. Staline trace les frontières selon la politique du « diviser pour mieux régner », stratégie visant à semer la discorde en ne réunissant pas les populations du Haut-Karabakh à l'Arménie pour les affaiblir et à user de son pouvoir pour les influencer.

Le Haut-Karabakh demande son rattachement à l'Arménie en 1988, alors que l'Azerbaïdjan et l'Arménie sont encore des républiques soviétiques. Cette demande est évidemment rejetée par l'Azerbaïdjan, mais également par Mikhaïl Gorbatchev. En 1991, après l'effondrement de l'URSS, les anciennes républiques soviétiques deviennent indépendantes. Le Haut-Karabakh déclare alors son indépendance en 1991 après un référendum, elle fait alors sécession et la guerre débute contre l'Azerbaïdjan. Au terme d'une guerre interethnique provoquant la mort de plus de 25 000 personnes, le Haut-Karabakh, soutenu par l'Arménie, obtient son indépendance et proclame la République d'Artsakh en 1994. Elle n'est cependant pas reconnue internationalement ni même par l'Arménie. En 2016, les combats reprennent de nouveau. C'est la « guerre des quatre jours » qui a notamment donné lieu aux accords de 2018 et 2019. Ces progrès diplomatiques n'ont en revanche pas empêché de nouveaux affrontements à la frontière en juillet 2020, durcissant plus encore les attitudes rivales concernant le Haut-Karabakh.

II) Le tournant de septembre 2023 : pourquoi cette accélération de l'histoire ?

C'est dans un contexte bien particulier, propice à l'Azerbaïdjan, que celui-ci décide d'envahir l'Arménie. L'opération militaire est de très grande ampleur, dans un rapport de force totalement déséquilibré (5 à 10 000 hommes seulement pour le Haut-Karabakh).

Pour la 1^{ère} fois, la Russie était du côté de l'Azerbaïdjan, en effet, la guerre en Ukraine a rebattu les cartes car à partir de 2020 la Russie a lâché l'Arménie et a cessé de la protéger, malgré le traité de coopération et d'assistance mutuelle entre les deux pays. La guerre en Ukraine détourne l'attention de la Russie, rivée sur son propre territoire facilitant l'invasion du Haut Karabakh.

Le gouvernement arménien est pro-occidental, il essaie donc de se rapprocher des EU et de l'UE. Mais aucune sanction n'a lieu de la part de l'Union européenne, comment expliquer cela ? Une visite de Ursula van der Leyden a eu lieu à Bakou en juillet 2022 concernant des accords d'importations de gaz , l'Azerbaïdjan devient un partenaire stratégique en matière énergétique. Cela rend ainsi difficiles de possibles sanctions de la part de l'Union européenne concernant l'Azerbaïdjan, et le Haut-Karabakh plus vulnérable.

III) Russie, Turquie, Iran, Israël, UE : comment se positionnent-ils ?

Différents acteurs internationaux interviennent dans ce conflit. La Russie est un acteur historique dans la région qu'elle considère comme son « étranger proche ». La Russie est liée depuis 1997 à l'Arménie par un traité d'amitié russo-arménien, une amitié visible dans la première guerre arméno-

azéri en 1994 qui fut gagnée par l'Arménie fortement soutenue par la Russie. Mais ce soutien historique a, comme on l'a vu plus haut, connu un fort déclin lié à la concentration sur le conflit ukrainien, et à l'orientation pro-occidentale du gouvernement arménien actuel. Enfin, la protection russe de l'Arménie a régressé suite à la montée des intérêts russes en Azerbaïdjan qui est un point de passage stratégique des gazoducs russes vers l'Europe.

La Turquie est elle aussi un acteur influent dans ce conflit. L'Azerbaïdjan est un pays frère de la Turquie, ces deux États illustrent le principe "d'une nation deux peuples", tandis que l'Arménie est un ennemi historique de la Turquie. Tout cela a poussé la Turquie à intervenir militairement par la vente d'équipements militaires variés, notamment les drones Birkdar. L'objectif turc dans son soutien à l'Azerbaïdjan est l'installation d'un corridor (au Nakhitchevan) dans le sud de l'Arménie pour lier les deux parties de l'Azerbaïdjan.

Cela nous pousse à parler de l'Iran qui est fortement angoissé par ce corridor qui ferait de l'Iran une enclave turco-azéri. Ce corridor peut avoir des conséquences internes sur l'Iran qui contient plus de 20 millions d'Azéris qui, suite à la montée en puissance de l'Azerbaïdjan, pourrait avoir des réclamations indépendantistes grandissantes. L'Iran se retrouve donc dans le côté arménien, d'autant plus que l'Azerbaïdjan est un grand allié d'Israël. Israël se retrouve quant à elle du côté azéri avec une alliance renforcée par un échange d'hydrocarbures azéris contre des armes israéliennes.

Face à tout cela se pose la question du poids de l'Union européenne dans ce conflit. Une forte inaction de l'UE est visible malgré les liens forts entre certains Etats de l'UE et l'Arménie, notamment la France où se trouve une forte diaspora arménienne. Néanmoins, les forts intérêts énergétiques européens en Azerbaïdjan les laissent passifs face au conflit. Aucune aide militaire à l'Arménie n'est constatable, seulement quelques envois d'observateurs civils afin d'enregistrer les crimes de guerres : une intervention européenne qui semble donc fortement insuffisante.

IV) Quels futurs envisageables pour l'Amérique et le Haut-Karabakh ?

On peut se montrer pessimiste sur la possibilité de trouver un accord de paix dans ce conflit. En effet, les deux parties possèdent une vision incompatible sur ce conflit : d'une part, l'Azerbaïdjan y voit un conflit interétatique et considère l'intervention militaire de l'Arménie en 1991 comme une violation de son intégrité territoriale. D'autre part, l'Arménie y voit un conflit intraétatique et défend le respect du droit à l'autodétermination des peuples. Ces visions incompatibles du conflit expliquent le refus de tout compromis par les deux parties et l'incapacité du groupe de Minsk à trouver une solution.

Depuis quelques années, l'Azerbaïdjan bénéficie d'un rapport de force en sa faveur face à son voisin arménien. En effet, que ce soit au niveau du budget militaire, de la démographie ou de l'économie, l'Azerbaïdjan a largement dépassé l'Arménie. Cette dernière se montre également affaiblie politiquement par la révolution de 2018. De plus, l'Azerbaïdjan bénéficie du conflit en Ukraine et du bouleversement dans la politique énergétique de l'Union européenne (cf + haut). Ainsi, le scénario le plus probable serait une annexion totale du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan, profitant de sa situation démographique, économique et militaire supérieure à son voisin et de l'incapacité des intervenants extérieurs à trouver un accord.

Conclusion :

Entre cessez le feu et reprises du conflit, septembre 2023 est un tournant pour la région du Haut-Karabakh. Envahi par l'Azerbaïdjan, sa population majoritairement arménienne est contrainte de fuir, une nouvelle étape pour ce conflit insoluble qui conduit vers une domination quasi totale de l'Azerbaïdjan sur cette région autonome.